

## SERVICES ÉCONOMIQUES D'EDC

**Stephen S. Poloz**  
**Premier vice-président et économiste en chef**

---

19 janvier 2005

### L'industrie énergétique dans une nouvelle ère d'incertitude<sup>1</sup>

Quand le monde vous a-t-il paru normal pour la dernière fois? Quand vous pouviez prendre avec un certain degré de confiance une décision commerciale à long terme?

C'était il y a longtemps, on dirait. Apparemment, nous sommes entrés dans une nouvelle ère d'incertitude et nous ferions aussi bien de nous y faire.

En tant qu'économiste, je regarde comment les économies, les banques centrales, les taux d'intérêt et les taux de change se comportent, et j'en conclus que la dernière fois que le monde était normal, c'était en 1995-1996. Toutes les économies du monde étaient alors en expansion, l'inflation était faible et stable, les taux d'intérêt, eux aussi stables et les taux de change, raisonnables.

Puis les problèmes ont commencé. Il y a d'abord eu la crise asiatique de 1997. Ensuite, la crise russe de 1998. Suivie des crises brésilienne et équatorienne. Après quoi sont venus l'effondrement mondial du secteur technologique et le carnage boursier qui l'a accompagné. Et, pour coiffer le tout, les attentats terroristes du 11 septembre 2001.

Après, 2002 et 2003 ont été des années de reconstruction mondiale. L'Asie est enfin repartie du bon pied. La Russie a suivi, puis cela a été le tour de l'Amérique latine. En 2004, la croissance économique générale était repartie de façon synchronisée. Le dollar américain, qui s'était fortement apprécié pendant les diverses crises où les capitaux sont venus se réfugier aux États-Unis, a retrouvé un niveau plus normal, pas trop éloigné de celui de 1996. Quant à l'année 2004, elle a été tellement bonne qu'à EDC, nous parlions d'économie mondiale à « marée haute ». Pour ce qui est de 2005, nous voyons la croissance se modérer tandis que le monde opte pour une croissance durable, ni en surchauffe, ni gelée, comme nous l'expliquions dans nos dernières prévisions.

Enfin, pensez-vous sans doute, un retour à la normale. Et bien, presque. Disons un nouveau type de normalité où la guerre contre le terrorisme fait la une presque tous les jours. Où les pays engloutissent des milliards dans la défense, chose inimaginable il y a cinq ans. Une normalité où les entreprises dépensent beaucoup trop pour la sécurité, des formalités administratives additionnelles, les assurances, l'attente aux frontières et les tracasseries aéroportuaires. Une normalité où la sécurité l'emporte sur le commerce. Où quelqu'un a versé du sable dans les rouages des échanges internationaux, ce qui les ralentit et les rend moins efficaces, et où l'instabilité financière est la norme.

---

<sup>1</sup> Notes pour une allocution prononcée à un déjeuner organisé par l'Association de l'industrie électrique du Québec, à Montréal, le 19 janvier 2005. Les opinions exprimées ci-dessous sont celles de l'auteur et pas nécessairement celle d'Exportation et développement Canada. L'auteur peut être joint à [spoloz@edc.ca](mailto:spoloz@edc.ca).

C'est ce que j'appelle une nouvelle ère d'incertitude. Un retour à la normale, mais à une normale modifiée où les risques géopolitiques font maintenant bel et bien partie du paysage.

Ce nouveau paysage se caractérise notamment par un marché pétrolier perturbé où les cours avoisinent les 50 \$ depuis un moment maintenant. Permettez-moi, cependant, de vous poser la question suivante : vous est-il arrivé de faire la queue à la pompe au cours des six derniers mois? À moi, oui. Mais il y a une grande différence entre faire la queue pour acheter de l'essence aujourd'hui et la faire en 1990, pendant la première guerre du Golfe. En 1990, nous faisons la queue à cause d'une pénurie d'essence, alors qu'aujourd'hui, c'est tout le contraire! Normalement, quand il y a pénurie, la dernière chose que l'on fait, c'est de baisser les prix. Pourtant, c'est ce qui se passe, et à répétition, depuis quelque mois.

Le fait est qu'il n'a jamais été question de pénurie de pétrole ou d'essence pendant toute cette période de tension sur les marchés. Beaucoup de risques, mais qui ne se concrétisent pas. Ce qui n'est guère étonnant. On parle de réserves mondiales de pétrole prouvées de 1,1 billion de barils et le monde ne consomme que 28 milliards de barils par an. Nous disposons donc de 35 à 40 ans de réserves et notre consommation diminue d'année en année. Aujourd'hui, le monde utilise 0,8 baril pour produire 100 \$ de PIB, alors qu'il y a 20 ans, il lui fallait 1,2 baril. Et quel est le pays qui a fait le plus pour réduire sa consommation? La Chine – 3,6 barils pour 100 \$ de PIB il y a 20 ans et 1,6 baril à présent. Songez, par ailleurs, que le Japon utilise 0,4 baril, degré d'efficacité dont devraient s'inspirer la Chine et tous les autres pays. Autrement dit, nous pouvons encore réduire la consommation de pétrole à l'avenir.

Mais les stocks de pétrole, demandent les analystes. Apparemment, affirment bon nombre, le système est à la merci d'interruptions d'approvisionnement, car les stocks sont au minimum. Ce à quoi je réponds en demandant si la gestion juste à temps des stocks est réservée aux seuls constructeurs automobiles. Stocker coûte de l'argent, quel que soit le secteur d'activité, et le secteur de l'énergie sait maintenant jongler avec des stocks nettement inférieurs. Le risque d'interruption de l'approvisionnement en pétrole en est certes plus grand, mais répétons-le, il s'agit d'un risque, pas d'une réalité, car le système semble marcher parfaitement et ce, malgré tous les problèmes survenus au cours de l'année écoulée au Venezuela, au Nigéria, au Moyen-Orient, évidemment, et les dégâts causés par les ouragans dans le golfe du Mexique.

Pour finir, les cours pétroliers actuels suivent la courbe des risques géopolitiques, et il est probable qu'il continuera d'en être ainsi dans notre paysage mondial. Nous sommes entrés dans une nouvelle ère d'incertitude caractérisée par des risques géopolitiques et une instabilité financière auxquels nous devons nous habituer graduellement. Et j'utilise soigneusement le terme « ère », car à mon sens, nous devons nous faire à l'idée que cette situation durera.

Heureusement, le monde fait preuve d'une résilience considérable depuis quelques années. Après tous les grands chocs, nous nous sommes attendus au pire et, pourtant, chaque fois, le monde s'est relevé. Je suis convaincu, pour ma part, que l'économie mondiale s'adaptera à cette situation au fil de cette année, surtout après les élections iraqiennes. Même si les tensions géopolitiques restent élevées, nous verrons les cours du pétrole redescendre doucement à mesure que le marché s'habitue à la nouvelle donne. À EDC, nous tablons sur un baril à 35 \$ en moyenne pour cette année, ce qui nous rapprochera un peu plus de la normale.

Dans ce contexte, EDC s'attend à une croissance économique mondiale de 3,9 % en 2005, taux que nous qualifierions de ni trop fort, ni trop faible. Cependant, il est sensiblement inférieur à celui de 2004, soit 4,5 %, trop élevé pour être vraiment durable. Les signes de modération se multiplient, et ils sont appréciables.

Il s'agit donc de savoir ce que signifie le retour à la normale de l'économie mondiale pour l'industrie énergétique en général. Le secteur est énorme, comme vous le savez bien. Pour le Canada, si nous prenons du matériel tel que les turbines, les génératrices, les transformateurs et

autre matériel de transmission ainsi que les fils et câbles, nous arrivons à plus de 5 milliards de dollars d'exportations par an. S'y ajoutent les exportations connexes de services techniques, qui dépassent aussi les 2 milliards de dollars par an, et des exportations d'électricité directes.

Le secteur de l'équipement énergétique a connu une forte croissance dans les années 1990, mais ensuite, les crises qui ont frappé les marchés émergents de 1997 à 1999 ont fait baisser nos exportations en 2002 et 2003. Le secteur reste à la traîne parce que les investissements d'infrastructure sont longs à planifier et à réaliser. En 2004, les exportations ont, semble-t-il, progressé de 1 % environ, ce qui signifie que les baisses sont enrayées. Si l'on en croit les schémas passés, la reprise mondiale amorcée en 2002 devrait se traduire pas une bonne croissance de ces exportations de 2005 à 2007.

Bien sûr, le retour à une croissance soutenue sur les marchés émergents, bien supérieure à celle enregistrée dans les grandes économies, accentue parfois les limites infrastructurelles. Comme la croissance économique devrait se poursuivre, nous prévoyons une augmentation d'environ 5 % des exportations canadiennes d'équipement énergétique en 2005, voire plus en 2006.

Quels sont les marchés les plus actifs? Le Mexique, en tout cas, doit beaucoup investir. Malheureusement, la politique freine les réformes nécessaires, mais je pense que l'économie finira par prendre le dessus, comme nous l'avons vu dans des cas aussi désespérés que le Venezuela, la Russie et la Chine ces dernières années. De fait, la Russie devrait avoir complètement déréglementé son marché de l'électricité d'ici 2006, et ce sont des milliards que l'on dépensera dans ce pays dans les dix ans à venir. Dans le même temps, les pays d'Europe centrale et orientale mettent leurs réseaux aux normes européennes. Autrement dit, beaucoup de centrales très polluantes seront fermées et remplacées par des centrales au charbon ou au gaz naturel plus propres. Là encore, il y aura des investissements massifs, pour des raisons de réglementation, mais les capitaux seront faciles à réunir.

Et il y a la Chine qui, entre autres nombreux projets concernant toute l'économie, est déjà en train d'aménager 25 centrales hydroélectriques sur le fleuve Jaune. Comme la croissance économique chinoise devrait continuer d'avoisiner les 7 % à 8 % dans les dix à quinze prochaines années, la demande d'électricité va monter en flèche.

Cependant, c'est sans doute en Inde que les besoins seront les plus grands, car ce pays produit déjà moins d'électricité qu'il n'en consomme. Là aussi, les investissements nécessaires semblent énormes. Le Brésil investira lui aussi beaucoup dans son réseau électrique. Autrement dit, les exportations canadiennes d'équipement énergétique vers les marchés émergents peuvent grandement augmenter.

Ce serait, cependant, aller trop loin que de dire que les entreprises canadiennes n'ont qu'à se pencher pour récolter les contrats. À quoi ressemble au juste la concurrence sur ces marchés? Nous avons les produits, et les compétences, certes, mais nous n'en devons pas moins jouer des coudes pour décrocher ces marchés.

À cet égard, la question la plus souvent posée concerne les perspectives pour le dollar canadien. La plupart de ces contrats seront libellés en dollars américains et, le dollar canadien s'appréciant, les exportateurs canadiens verront sans doute leurs revenus quelque peu entamés. La semaine dernière, EDC a publié les résultats d'un sondage réalisé auprès d'un millier d'entreprises exportatrices canadiennes dont il ressort que la confiance des exportateurs est retombée à ses niveaux de juste après les attentats terroristes de septembre 2001. De plus, même si le dollar canadien avoisinait les 85 cents en novembre, au moment où le sondage a été réalisé, beaucoup d'entreprises estiment que notre monnaie continuera de s'apprécier tout au long de 2005.

Le dollar canadien, qui était descendu jusqu'à 62 cents, a regagné 20 cents environ. L'appréciation est indéniablement importante et, qui plus est, rapide. Toutefois, pour comprendre la suite, nous devons décomposer le changement en deux parties. En fait, mieux vaut remonter

plus loin dans le temps, c'est-à-dire à l'époque où le monde était normal, en 1995-1996. À l'époque, donc, le dollar canadien s'échangeait à 74-75 cents. Mais sont survenues toutes les crises et les investisseurs internationaux ont abandonné la plupart des autres monnaies pour placer leurs capitaux à l'abri, en dollars américains. Le dollar canadien s'est effrité, comme la plupart des autres devises, pour tomber à 62 cents, alors que le billet vert s'appréciait.

Ces 62 cents semblaient peu à l'époque, mais il faut savoir que le dollar canadien était une des monnaies les moins instables. L'euro, par exemple, est passé d'une valeur implicite de 1,25 euro pour 1 USD à 0,85, ce qui signifie que le dollar canadien s'est, en fait, apprécié par rapport à l'euro en chutant à 62 cents pour 1 USD. Beaucoup d'économistes prédisaient alors que notre monnaie descendrait jusqu'aux alentours de 50 cents.

Aux Services économiques d'EDC, nous estimions que le monde était loin d'être dans son état normal et qu'une fois passée la crise, un retour à la normale ferait baisser le dollar américain et monter toutes les autres monnaies. En 2000, nous prédisions que le dollar canadien finirait par renouer avec les 75 à 80 cents, une fois la situation mondiale normalisée.

En fait, en 2004, le monde était peu à peu revenu à la normale, ce qui a ramené le dollar canadien autour de 75 cents. Il y a un an, la plupart des prévisionnistes pensaient que les exportations canadiennes reculeraient en 2004, à cause de la forte appréciation du dollar canadien. Cependant, à EDC, nous affirmions le contraire, à savoir qu'une économie mondiale plus dynamique faisait s'apprécier le dollar canadien et que ce même dynamisme donnerait un coup de pouce à nos exportations en 2004. Après tout, les exportations canadiennes ont diminué de 2001 à 2003, alors que le dollar canadien était très faible à l'époque. En fait, il s'avère que nos exportations ont augmenté de 9 % environ en 2004, et le plus beau dans l'histoire aura été la capacité des entreprises canadiennes de s'adapter à un dollar raffermi.

Que le dollar passe de 62 à 75 cents est une chose. Qu'il frôle les 85 cents en est une tout autre. Nous y voyons un effet de surchauffe dû en partie à des cours pétroliers élevés et en partie aux craintes du marché de voir le billet vert se déprécier beaucoup plus pour réduire le déficit de la balance des paiements des États-Unis. Si les cours du pétrole repassent sous la barre des 40 \$, comme je le prédisais tout à l'heure, le dollar américain se raffermira un peu et le dollar canadien reviendra en dessous de 80 cents. Nous prévoyons d'ailleurs qu'il s'échangera en moyenne aux alentours de 78 cents US en 2005.

Les économistes continuent de craindre, en ce qui concerne le taux de change, que l'énorme déficit commercial américain entraîne une nette dépréciation du billet vert et, donc, une nette appréciation du dollar canadien. Nous ne sommes pas d'accord. La mondialisation des entreprises américaines a conduit à la création d'une énorme économie américaine en dehors même des frontières américaines. Conséquence des chaînes d'approvisionnement mondiales, la moitié environ des importations américaines correspondent, en fait, à des achats des entreprises américaines à leurs propres filiales étrangères. Résultat direct de ces ententes d'approvisionnement, environ 70 % du déficit commercial américain est interne aux entreprises américaines, ce qui, selon moi, n'est pas vraiment différent de l'économie américaine elle-même. Je pense donc que les bonnes vieilles statistiques des balances de paiements nous induisent en erreur, car les frontières géographiques sur lesquelles elles reposent ont perdu tout sens dans le commerce mondial, et il n'y a aucune raison de s'attendre à ce que le dollar américain se déprécie fortement.

Conclusion? Je pense que nous renouons avec une situation économique mondiale bien plus équilibrée et, oserais-je le dire, normale, une situation où les pays émergents enregistreront une croissance soutenue et nettement supérieure à celle des pays industrialisés. La demande énergétique ne peut qu'augmenter, ce qui est très positif pour votre industrie. Nous ne devons toutefois pas oublier que nous entrons dans une nouvelle ère d'incertitude, caractérisée par de fréquentes explosions géopolitiques et des taux de change instables. Nous nous y ferons avec le temps, mais nous devons tous rester préparés à une conjoncture difficile.